

L'ÉCO

de la semaine

14 au 20 août 2021

E-commerce : Bonmarché.mg lance une plateforme dédiée aux articles d'occasion	3
Redressement économique - L'EDBM préconise d'investir dans la technologie	3
Sécurité nutritionnelle: le taux de la malnutrition en baisse	4
Agriculture - L'autosuffisance rizicole se rapproche	4
Redressement économique - L'EDBM préconise d'investir dans la technologie	5
Gestion des déchets urbains : des centres de triage prévus dans trois villes	5
Entreprises en difficulté - Les dettes cachées de l'État	6
Secteur privé : une stratégie de sortie de crise s'avère urgente	7
Ministère de l'Economie et des Finances : Changement dans la continuité	7
Conjoncture - La reprise de la vie économique s'amorce	8
Jirama : Coupures fréquentes d'électricité durant le week-end	8
Réhabilitation de la RN2 : Démarrage de chantier	9
Passation - Rindra Rabarinirinarison prévoit d'assainir les finances publiques	9
Prix des produits alimentaires: la FAO note une légère baisse	10
Tsaradia : Mahery Andriamamonjy nommé DG par intérim	10
Projet PRODUIR : 206 infrastructures sanitaires et de mobilité pour Antananarivo	10
Projet e-ariary: promouvoir un accès plus inclusif aux paiements réglementés	11
Energie et hydrocarbures - Andry Ramaroson veut enclencher le turbo	11
Base Toliara : Rencontre entre les notables du Sud et le Sénat	12
Vakinankaratra - Malnutrition chronique: le taux recule de 23 points	12
Roberto Tinoka - Air Madagascar, une priorité	12
Ministre de l'Energie et des Hydrocarbures : Présentation de résultats concrets tous les mois	13
Festival Rifatse : La 6e édition débutera le 27 août 2021	13
Investissements publics : Dialogue multi-acteurs ce jour à la CCIA Analakely	13
Ariary électronique - La tendance vers les transactions numériques se confirme	14
Service public : la digitalisation mise en avant	14
Ministre des Travaux publics : Priorité à la réhabilitation des routes nationales	15
Jeunesse : Lancement du projet OBS - MADA	15
Extraction minière à Fort Dauphin et négociations fiscales; QMM : "Nous offrons au pays des opportunités exceptionnelles"	16
Rencontres de Paris - Le GEM en tête de pont	16
Consommation - Le sac de charbon fixé à 23 000 ariary	17
M&H Fruits et légumes: « Nous sensibilisons les clients à acheter le vita malagasy ! »	17
Malnutrition dans le Sud : Le Directeur Régional du PAM dans nos murs	18
Travaux publics - La réhabilitation des routes nationales en priorité	18
Ville d'Antananarivo : le recensement des propriétés bâties, à mi-parcours	18

E-commerce : Bonmarché.mg lance une plateforme dédiée aux articles d'occasion

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 14 AOUT 2021

Les ventes en ligne ont le vent en poupe. Et les encouragements présidentiels adressés aux jeunes pour pratiquer cette activité source de revenus ont fait probablement naître de nouvelles vocations.

Malheureusement cette filière n'est pas à l'abri des dérives et des abus. Surtout quand on sait que dans la plupart des cas, ce sont les friperies, des articles et des accessoires de seconde main qui sont mis en vente sur les réseaux sociaux, avec ce que cela suppose de déception pour les acheteurs qui se retrouvent parfois avec des produits non conformes aux photos qui illustrent les publications. L'on assiste d'ailleurs, dans certains cas, à des arnaques en ligne. C'est justement pour pallier ces inconvénients que la plateforme Bonmarché.mg, spécialisé dans l'e-commerce a décidé de lancer un nouveau service, dénommé « Bonmarché.occasion » destiné comme son nom l'indique à gérer les échanges en ligne des articles d'occasion, aussi bien entre professionnels que les particuliers.

Facilitateur

« Ce nouveau service que nous venons de mettre en place joue le rôle de facilitateur des échanges en ligne en garantissant la conformité des articles ainsi que le paiement et la livraison. », explique Herizo Fanomezana Ratefiarison, coordinateur de vente de Bonmarché.mg. Les annonces ciblées dans ce service concernent une large gamme de produits de différents secteurs comme le high-tech, la mode, l'électroménager mais également l'immobilier et les ventes de véhicules d'occasion. « La publication des annonces est gratuite pour les particuliers et avec un frais d'accès symbolique pour les professionnels », précise ce responsable de Bonmarché.mg en expliquant que pour y accéder, il suffit d'entrer dans la partie vente d'articles d'occasion de la plateforme Bonmarché.mg. Par ailleurs, « pour les professionnels qui souhaitent effectuer



Herizo Fanomezana Ratefiarison, coordinateur des ventes de Bonmarché.mg

des offres promotionnelles ou de déstockage, la plateforme permet un service complet dès la récupération, le paiement jusqu'à la livraison finale grâce à son service de livraison Ateroaty ». Bonmarché sortira bientôt une application téléchargeable sur la plateforme Google Play. Une manière, en somme de rendre encore plus efficace, l'e-commerce à Madagascar.

Redressement économique - L'EDBM préconise d'investir dans la technologie

ROVA RANDRIA | LA VERITE | 14 AOUT 2021

Les ventes en ligne ont le vent en poupe. Et les encouragements présidentiels adressés aux jeunes pour pratiquer cette activité source de revenus ont fait probablement naître de nouvelles vocations.

Favoriser la relance économique de Madagascar après la crise sanitaire de la Covid-19. C'est dans ce sens que la Banque africaine de développement (BAD) a émis dans une note de diagnostic pays Madagascar publiée récemment, quelques recommandations pour les secteurs d'activités porteurs pour l'économie du pays. « Compte tenu des contraintes spécifiques de Madagascar en termes de déficit en infrastructures, pour industrialiser le pays, l'approche serait de promouvoir des parcs industriels spécialisés et de créer des conditions favorables au sein de ces parcs notamment en matière d'énergies, de routes, de TIC (Technologies de l'information et de la communication) et de faciliter les procédures administratives afin d'attirer le secteur privé dans le développement des activités industrielles à fort potentiel », suggère l'institution financière. Toutes les filières d'activités sont loin d'être limitées ou saturées. Ces parcs pourront alors se développer dans la majorité des secteurs, de la transformation des produits agricoles ou de mer aux industries textiles ou d'habillement, en passant par l'extraction des huiles essentielles et la production de



matériaux électriques et électroniques. « La Grande île dispose en effet des atouts nécessaires pour accélérer le développement industriel avec sa main-d'œuvre abondante et de qualité. Sauf que le modèle industriel a surtout été tourné vers les industries exportatrices (textiles et minières), avec notamment la loi sur la Zone franche industrielle et la loi sur les investissements qui prévoient des incitations à portée générale », note la BAD. Pour la Banque africaine de développement, Madagascar devrait tirer des leçons de ces lois pour initier le développement

des industries dans le pays. « Les efforts devraient s'axer sur la mise en place d'une politique de contenu local afin de faciliter l'intégration des PME dans les chaînes de valeur industrielles et pour créer des emplois décents », conseille-t-elle. De plus, la dimension sociale et environnementale doit être au cœur de cette stratégie, sachant les difficultés rencontrées par les ménages malagasy actuellement mais aussi que Madagascar figure parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique.

Sécurité nutritionnelle: le taux de la malnutrition en baisse

SERA R. | LES NOUVELLES | 14 AOUT 2021

Malgré l'épidémie de Covid-19 et la malnutrition aiguë dans le Sud, le taux de la malnutrition a baissé, selon le coordonnateur national de l'Office national de nutrition (ONN), le professeur Vololotiana Hanta Marie Danielle, lors de la clôture de la célébration des 5 ans d'existence de la plateforme de la société civile «Harmonisation des initiatives en nutrition et sécurité alimentaire (Hina)», hier à Fianarantsoa.

«On ne sait pas encore si l'objectif fixé dans le PNAN III est atteint, car on attend encore les résultats de la dernière évaluation. Toutefois, on constate une baisse de ce taux dans plusieurs régions», a-t-elle souligné.

Par exemple, le taux de malnutrition chronique est en baisse dans la région Vakinankaratra avec 46,7% en 2020 contre 59,9%, selon l'enquête Mics 2018. La tendance est la même dans les régions Amoron'i Mania (42% contre 54,6%), Itasy (40,4% contre 45%) et Matsiatra Ambony (43,8% contre 53,5%).

Pour rappel, le taux fixé dans le PNAN III est de 38% pour la malnutrition chronique et inférieur à 5 % pour la malnutrition aiguë.

Hina clôture la célébration de ses 5 ans

Ayant comme objectif l'amélioration de la sécurité nutritionnelle, la Plateforme Hina a clôturé hier, à Fianarantsoa, la célébration de ses 5 ans d'existence.

«La Matsiatra Ambony figurait parmi les régions les plus actives depuis nos débuts. C'est pourquoi Fianarantsoa a été choisie pour accueillir la cérémonie de clôture de la célébration», a fait savoir la vice-présidente de Hina, Faniry Hantarivivo. Les 19 régions d'intervention de la plateforme y ont été représentées.



Avec comme slogan «Pour un avenir radieux des enfants malagasy soutenu par une bonne nutrition», Hina travaille de pair avec plusieurs entités, dont l'Association parlementaire malagasy commission santé et nutrition (Apmsam) et le réseau des champions «Chanut Mada», composé de journalistes, parlementaires, sportifs et artistes malagasy de renom.

Agriculture – L'autosuffisance rizicole se rapproche

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS | 14 AOUT 2021

Annoncée pour le 26 juin 2020, l'autosuffisance rizicole n'a pas été atteinte pour cause de Covid-19. Des chiffres émanant du ministère de l'Agriculture attestent en revanche que le but n'est pas loin. Des études mentionnent que pour être autosuffisant en riz, chaque habitant de Madagascar doit consommer au moins 132 kg de riz local par an. On en consomme à peu près 110 kg par an par habitant actuellement (tout type de riz confondu). Pour atteindre les 300 000 t de gap dans la production rizicole nationale et dont le pays est contraint d'importer, le ministère de l'Agriculture a songé à se lancer dans les extensions et les aménagements de périmètres rizicoles depuis 2019. 46 060 ha de superficie rizicole sont désormais irrigués, aménagés ou étendus si 10 522 ha ont été recensés avant les travaux de réhabilitation ou d'extension.

10 000 ha au total sont aménagés pour Atsahamanga dans la région Alaotra Mangoro si 5 000 ha étaient disponibles avant 2019. Un nouveau périmètre de 6 000 ha pour Mahavavy dans la région Diana. 2 193 ha de nouveau périmètre également dans le Dabara, région Menabe. Dix nouveaux



Des aménagements importants sont menés pour sauver la production locale en riz.

périmètres irrigués pour la région Ihorombe faisant un total de près de 2 000 ha. Les communes de Bekijoly, Iakora, Ivohibe nord, Iakora, Maropaika bénéficient entre autres de ces nouveaux aménagements. Une carte spécifique sur Google démontrant la superficie rizicole dans le pays sera bientôt disponible.

Prix

Le périmètre de Marovoay est prévu être réaménagé. Les bassins versants sont à protéger et des travaux titanesques sont indiqués être en cours, via le projet Prosol du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), en partenariat avec le GIZ et le gouvernement allemand. Des études sur le schéma directeur d'aménagement de la rive droite du

Bas Mangoky, dans l'Atsimo Andrefana sont menées avec la Banque africaine de développement (BAD). Un ouvrage de prise est d'ailleurs prévu au niveau du pont Mangoky, dont les travaux démarreront l'année prochaine, pour aménager le périmètre de la rive droite, destinée pour des agriculteurs familiaux. Un aménagement autre que celui inclut dans le projet d'extension agricole avec les Arabes.

Ce projet avec les Emirats sera axé sur des forages profonds et non à partir du fleuve de Mangoky. « L'autosuffisance en riz n'est plus loin. La preuve, nous n'avons pas connu de pénurie de riz local. Ce n'est pas de la pénurie mais plutôt de la spéculation que nous avons vécu. Il faut prendre en compte l'état d'enclavement de nombreux greniers, le secteur informel dans la production de riz qui préfère stocker le riz pour pouvoir vendre cher plus tard » a expliqué Lucien Ranarivelo, alors ministre en charge de l'Agriculture. Considérant en effet de la chaîne de production de riz et surtout le rôle et l'apport des acteurs de la filière, le prix du riz local est difficile à faire baisser. Toutefois, avec tous ces aménagements de périmètres rizicoles, le pays est en phase de devenir autosuffisant car l'offre sera supérieure à la demande.

Redressement économique - L'EDBM préconise d'investir dans la technologie

HARY RAKOTO | LA VERITE | 14 AOUT 2021

La Grande île a de nombreux atouts pour voir naître sur son territoire des entreprises technologiques performantes. Elle souffre toutefois d'un manque de financement et d'investisseurs. Un sujet sur lequel l'Organisme « Economic Development Board of Madagascar » (EDBM) a mis l'accent dans la dernière publication du rapport « Yearbook-économique-Madagascar-2021 ». « Dans le contexte actuel où la résilience post-Covid démontre les meilleurs potentiels, les principaux secteurs propices à l'investissement à Madagascar, à court et moyen terme, sont le secteur des technologies de l'information qui s'est développé à cause ou grâce aux mesures de confinement, ou encore l'agriculture biologique pour des produits d'exception de Madagascar comme la vanille, les épices et les fruits. Cependant, le secteur de l'industrie, des recherches pharmaco-scientifiques ainsi que le domaine des huiles essentielles pour le bien-être et les produits issus de notre biodiversité unique - ayant des vertus reconnues dans le monde entier - ne sont pas non plus en reste », explique Andry Ravalomanda, directeur général de l'EDBM, lors d'une interview dans le cadre de la réalisation de ce rapport économique.

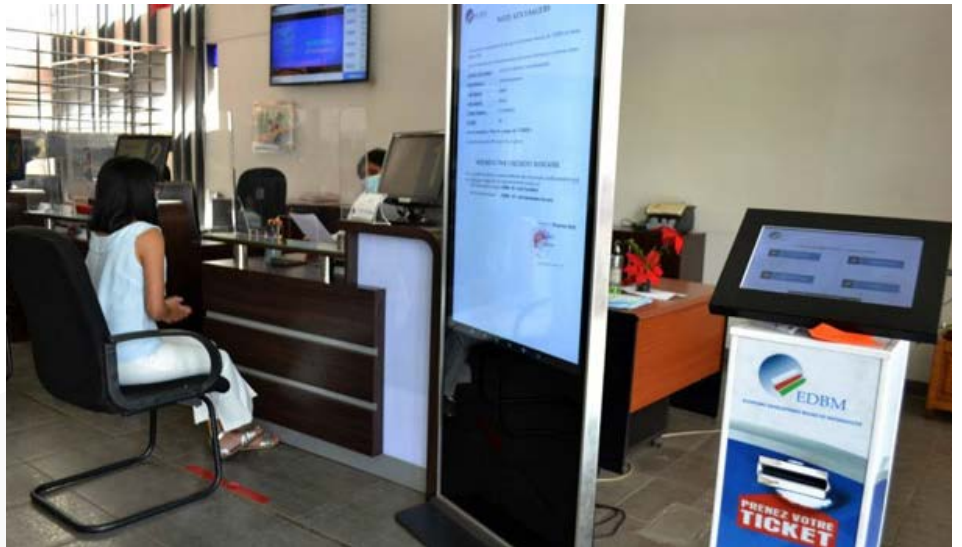
En effet, investir dans la science, la technologie et l'innovation (STI) est essentiel pour le développement économique et le progrès social. Aujourd'hui, la recherche et le développement dans le domaine des technologies vertes peuvent contribuer au progrès économique et social - tout en préservant l'environnement - et construire des sociétés intrinsèquement plus vertes.

Gestion des déchets urbains : des centres de triage prévus dans trois villes

R.R | LES NOUVELLES | 14 AOUT 2021

En cours de finalisation, trois centres de triage et de traitement de déchets devraient être opérationnels prochainement dans les villes d'Antananarivo, Toamasina et Antsiranana. Ce projet d'investissement public s'inscrit dans la stratégie du ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd), pour promouvoir l'économie verte. Il vise également à apporter une solution pérenne aux problèmes de gestion des déchets auxquels font face les grandes villes de Madagascar.

Le système de traitement de déchets déjà opérationnel à Toliara sert actuellement de modèle. Il en est de même pour celui de la Commune



Par ailleurs, les technologies sont souvent présentées comme des outils permettant aux pays en développement de les aider, mais le tableau demande à être nuancé. Les nouvelles technologies réduisent les prix des biens et services auxquels elles sont appliquées. Elles mènent également à la création de nouveaux produits. Les consommateurs bénéficient de ces améliorations, qu'ils vivent dans des pays riches ou pauvres.

Création d'emplois

Cependant, pour que la technologie apporte une contribution réelle et durable au développement, elle ne doit pas seulement fournir des produits meilleurs et moins chers. Elle doit aussi générer plus d'emplois mieux rémunérés. Par exemple, en Amérique latine et ailleurs, les nouvelles technologies numériques ont joué un rôle important dans la transformation de l'agriculture à grande échelle. Les « big data », GPS, drones et communication à haut débit ont permis une amélioration des services d'extension agricole,

notamment une optimisation de l'irrigation et de l'usage de pesticides et d'engrais, un développement de systèmes d'alerte précoce, ainsi qu'un meilleur contrôle de la qualité et une gestion plus efficace de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement.

Dans ce contexte, selon le premier responsable de l'EDBM, le redressement économique par les investissements doit s'effectuer pour le secteur privé et avec le secteur privé puisque ce dernier est le principal maillon pourvoyeur d'emplois et de valeur ajoutée à Madagascar. Pour ce faire, il est primordial de pouvoir faciliter l'environnement des affaires pour que le secteur privé puisse se développer. De cette manière, les investisseurs pourront ainsi contribuer au redécollage économique rapide du pays. De plus, 90% des entreprises formelles à Madagascar sont des PME ou TPE. Un appui spécifique devra ainsi être mis en place pour les accompagner à développer leur potentiel.



urbaine de Mahajanga qui collabore avec l'entreprise Mada Compost afin de créer des chaînes de valeur à partir de la valorisation des déchets organiques. Pour Antananarivo, l'installation d'un centre de triage et de traitement de déchets arrive à point nommé. La

production quotidienne de déchets dans la ville est estimée à 300 tonnes. Toujours dans cette optique, le Projet développement urbain et résilience intégrés pour le Grand Antananarivo (Produir) prévoit notamment des investissements permettant d'améliorer les infrastructures de drainage dans la capitale.

A Madagascar, les déchets organiques représentent 70 à 80% des déchets ménagers. Leur valorisation devrait permettre de réduire de ¾ le volume de déchets à enfouir. Toutefois, la question du triage pose encore problème. Et, la mise en place des centres de triage figure parmi les solutions apportées par l'Etat.

Entreprises en difficulté – Les dettes cachées de l'État

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 14 AOUT 2021

Des séquelles tenaces. Qui l'eût cru. Les conséquences de la nationalisation massive au début de la révolution socialiste, au milieu des années 70, pèsent encore, tel un lourd fardeau, sur l'économie nationale et les finances de l'État jusqu'à aujourd'hui.

Aux faillites des sociétés dans lesquelles il détient la majorité des actions, il fallait à l'État trouver des milliards d'ariary de subvention. En outre, l'État devra aussi s'occuper des amendes et autres pénalités encourues par quelques-unes de ses entreprises, à l'abri de toute velléité de privatisation.

380 milliards d'ariary. C'est le montant de l'aide financière de l'État pour la Jirama suivant les dispositions de la loi de finances rectificative, LFR. Mais ceux qui l'ont élaboré s'empressent de préciser « qu'il s'agit d'un plafond décidé de commun accord avec le Fonds monétaire international, FMI ». Une institution avec laquelle le gouvernement travaille désormais de concert après l'octroi des 312 millions de dollars au titre de la Facilité élargie de crédit, FEC, par le FMI.

Marc Gérard, représentant résident du FMI, au cours d'une visioconférence avec une poignée de journalistes triés sur le volet, a indiqué avec circonspection que « cette méthode en elle-même ne pose problème si tant est qu'elle peut sauver la Jirama. Les ennuis commencent quand le montant édicté et convenu a été souvent dépassé. Les dépenses réelles engagées valent le double ou le triple de ce qui a été écrit ». À ce propos, l'actuel directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga a suggéré de puiser dans la caisse de l'État, 500 milliards d'ariary. Sans la bienveillance du FMI, il aurait eu gain de cause.

Durant la période transitoire, de 2009 à 2014, sous un régime non reconnu par la communauté internationale et sans accord avec les bailleurs de fonds, des opposants ont affirmé que la Jirama aurait obtenu de la part de l'État, 2 000 milliards d'ariary d'obole. Sans que cela ait été suffisant pour améliorer les performances de la Jirama. Pire, le début catastrophique du mandat présidentiel de Hery Rajaonarimampianina, a été marqué par le retour en force des coupures de courant qui s'éternisaient dans la journée, et même la nuit. Alors que le candidat numéro 3 à la présidentielle de 2013, lors d'un débat télévisé, jurait de résoudre ces désagréments en trois mois au plus tard.

Aujourd'hui, autant les dirigeants de la Jirama que les hauts dignitaires des partenaires techniques et financiers



Les responsables de la Jirama essaient d'expliquer les problèmes techniques de la société par un problème financier.

s'accordent à déduire que l'issue de secours de la Jirama passerait par l'application du système tarifaire Optima.

Fonds vautours

« Qui serait bénéfique pour 90 % des abonnés. Soit, ils payent la même facture, soit celle-ci baisse », insistent les responsables commerciaux de la Jirama. Alors que des victimes affirment que le prix du kilowatt pour la seconde tranche de consommation varie d'un mois à l'autre. Avec une importante majoration.

Si les déficits financiers de la Jirama peuvent se régler à l'interne, sous la supervision des bailleurs de fonds, le cas de Ny Havana a pris une dimension internationale. Au début du mois de mai, le Tribunal arbitral de la Banque mondiale, a condamné l'État malgache à payer 6,9 millions d'euros à Peter et Kristoff Sutter, deux hommes d'affaires belges associés avec des firmes luxembourgeoises, suite à la destruction de leur unité industrielle de textile et habillement, Polo Garments à Mahajanga, PGM en 2009.

Les arbitres ont estimé que l'État malgache n'a pas assez protégé l'investissement des opérateurs belges. Le conflit se situe au niveau des questions et considérations relatives aux assurances. Au début, PGM a signifié que le sinistre qu'elle a subi résulte d'un conflit social et n'a pas de caractère ou de connotation politique. Auquel cas, les dommages devaient être couverts par la police d'assurance. Chemin faisant, PGM a saisi le Tribunal de première instance, TPI, de Mahajanga pour évoquer son cas. Elle a eu gain de cause.

La compagnie d'assurance « incriminée

», si l'on peut dire, en l'occurrence Ny Havana, a été sommée par le juge de la TPI, qui a validé les prétentions et argumentations avancées par PGM, à payer 14 337 978 960 ariary, soit à 5 855 586,25 euros, à une pièce près. Ce qui équivalait, à l'époque des faits, au double du montant du capital social de Ny Havana, évalué à 7.704.000.000 d'ariary. Se soumettre et s'acquitter de la décision de la TPI auraient conduit Ny Havana à la faillite financière, au pire, à un dépôt de bilan. Elle a décidé de batailler à l'étage supérieur de la hiérarchie judiciaire. Mais le verdict de la TPI a été cautionné par la Cour de cassation. S'ensuit alors un long feuilleté au prétoire, ici et sur le plan international, pour déboucher à cette décision arbitrale. Peut-être arbitraire. Comme l'Etat détient la majorité du capital de Ny Havana, qui va alors payer les pots cassés ?

De même, le Tribunal de commerce de Paris a condamné Air Madagascar, au titre de dommages et intérêts, de 46 millions d'euros au profit d'Air France au bout de la fausse-vraie location de deux A340 durant la Transition. Les deux parties ont été invitées à se réconcilier, afin de trouver un terrain d'entente ou une aire de dégagement.

Il existe aussi les 39 milliards d'ariary de la Kraoma, une ardoise laissée par le régime HVM. Les Russes de Ferrum Mining, sont partis sur la pointe des pieds en juin 2019, en dépit du fameux accord d'amodiation en leur faveur. Vont ils remettre en surface ces différends ou tout a été effacé ?

Des analystes craignent que ces créances ne soient récupérées par des fonds vautours. Les fonds vautour agissent selon une logique particulière : ils sont spécialisés dans l'achat à bas prix de dettes émises par des débiteurs en difficulté ou proches du défaut de paiement (entreprises, dettes souveraines, etc.). Leur objectif est de réaliser une plus value lors de la phase de restructuration de cette dette, ou de refuser son réaménagement afin d'obtenir un dédommagement par voie judiciaire. Avec ces manigances financières, en toute légalité, ils engrangent des bénéfices, réinvestis dans le financement des projets de développement ailleurs. La RDC a été déjà prise dans ce tourbillon.

Secteur privé : une stratégie de sortie de crise s'avère urgente

RIANA R. | LES NOUVELLES | 16 AOUT 2021

Dans une lettre ouverte adressée au président de la République, le 14 août, le secteur privé fait part de son inquiétude face à la situation à Madagascar. Les groupements et syndicats représentant les membres du secteur privé malagasy préconisent une stratégie claire de sortie de crise.

La mise en place d'une stratégie claire de sortie de crise doit être de mise pour soutenir l'économie malagasy fortement impactée par la crise du Covid-19 qui dure depuis maintenant 16 mois, annoncent les membres du secteur privé. Dans la lettre ouverte adressée au président de la République, les opérateurs privés soutiennent qu'il y a urgence pour l'initiation d'un dialogue constructif avec l'Etat, la projection ambitieuse de vaccination, un calendrier courageux de réouverture des frontières, un engagement ferme de paiement des arriérés des entreprises et la mise en place des mesures réelles et concrètes de soutien au secteur privé». Le secteur privé a en effet apporté un constat «dramatique» de la situation dans le pays après 16 mois de crise. Et d'ajouter que tous les secteurs d'activités sont touchés actuellement. Et pour cause, la fermeture des frontières du pays depuis un an et demi a impacté l'ensemble des échanges économiques consolidés depuis plus d'une décennie. «Les plus touchés sont les exports, l'industrie du voyage qui ne concerne pas seulement les établissements touristiques mais aussi les secteurs des transport, l'approvisionnement et les services associés. Le secteur du tourisme à lui seul enregistre un manque à gagner de plus de 800 millions d'euros sur 12 mois, tandis qu'en moyenne les activités n'y tournent qu'entre 10 et 20% de leur capacité», peut-on lire



dans la lettre ouverte.

Trésorerie dans le rouge

En terme de trésorerie, les indicateurs sont au rouge pour les entreprises face à la baisse de revenus, ajoutée aux charges obligatoires, le cumul des impôts et taxes, le remboursement des crédits contractés pour faire face à la crise, les charges sociales et les dettes des fournisseurs. «Nombreuses sont les entreprises en défaut de paiement entraînant un lourd impact financier sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Même les fonds qui nous permettraient d'assurer un redémarrage de nos activités restent aujourd'hui un point d'interrogation», déplore le secteur privé. Ce dernier attire notamment

l'attention de l'administration sur le fait que les entreprises du BTP attendent toujours la régularisation des impayés de l'Etat qui s'élèvent à 60 milliards d'ariary.

En outre, les groupements patronaux notent une baisse notable du pouvoir d'achat des Malagasy depuis la crise, entraînant une baisse drastique de la consommation. Mais également une détérioration du climat des affaires. Et de poursuivre que «L'absence de plan de sauvegarde pour l'emploi et l'extinction des compétences dans des secteurs comme le tourisme-hôtellerie avec du personnel forcé à se reconvertir, ne permettront pas un redressement rapide de la situation».

Ministère de l'Economie et des Finances : Changement dans la continuité

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 16 AOUT 2021

C'est le changement dans la continuité au sein du ministère de l'Economie et des Finances. Si Richard Randriamandrato le ministre sortant n'a pas démerité dans sa mission, pour avoir notamment su mener à bien les négociations avec les bailleurs de fonds, son successeur en fera probablement autant, puisqu'il s'agit d'une personnalité issue de la maison MEF. Zanaka an-trano, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, puisqu'il s'agit d'elle, était en effet, la Secrétaire générale du ministère de l'Economie et des Finances, avant sa nomination en tant que ministre du même département clé de l'économie. Si le président de la République et le Premier ministre ont décidé de confier ce poste hautement technique à Rindra Hasimbelo Rabarininarison, c'est qu'ils sont probablement sûrs de la capacité de cette dernière à continuer à mener à bien ses nouvelles missions, dont la poursuite des négociations avec les bailleurs de fonds. D'ailleurs, la nouvelle ministre de l'Economie et des Finances est déjà Gouverneur suppléant de la Banque mondiale depuis 2020. Elle a également été présidente de la Commission nationale des marchés. Deuxième femme à occuper le portefeuille des Finances à Madagascar, Rindra Hasimbelo Rabarininarison est diplômée



Rindra Hasimbelo Rabarininarison; la nouvelle ministre du MEF.

en management public de la Georgia State University Atlanta aux Etats-Unis. Elle est également titulaire d'un DEA en droit politique et science politique, option relations internationales de l'université de la Réunion et de l'Université Catholique de Madagascar, d'un diplôme de fin d'étude aux fonctions de magistrat administratif.

Conjoncture – La reprise de la vie économique s’amorce

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 16 AOUT 2021

S'il est prématuré de dire et de déduire que tout serait revenu à la normale, des signes probants d'un regain de vitalité des activités économiques commencent à se faire sentir.

Mars 2020. Les mesures restrictives de l'état d'urgence sanitaire, salutaires pour la santé publique, ont mis en difficulté de nombreux secteurs de la vie économique. Dont le textile et l'habillement. Qui assure dans les 120 000 à 130 000 emplois directs. Selon des statistiques récentes, la production globale a chuté de 20 à 50% dans les entreprises franches de confection. Des usines ont été contraintes d'envoyer au chômage technique une frange de leurs employés. Durant la Transition de 2009 à 2014, l'exclusion de Madagascar du giron de l'Agoa a jeté de nombreux salariés dans la rue pour grossir le rang des marchands ambulants sur les trottoirs de la capitale.

Avant la propagation du coronavirus, cette filière a contribué à 19,35% du PIB, avec des exportations en valeur de 522 millions de dollars. Soit une augmentation de 13 millions de dollars par rapport aux recettes de 2018. C'est dire son importance sur l'économie nationale. Un tissu industriel, en plein essor mais tout s'est déchiré en quelques mois. Aujourd'hui, avec la reprise des commandes venues des pays occidentaux, les États-Unis et les nations européennes, Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar, GEM, estime que « le commerce mondial va au-delà des produits essentiels. Et l'industrie textile malgache, connue pour la qualité intrinsèque de sa main d'œuvre directe, des doigts de fée, peut tirer son épingle du jeu ». Les grands noms de la haute couture, Dior, Chanel, ou Hermès, ont fait appel aux services du savoir-faire malgache. De véritables orfèvres en la matière, avec des talents innés et inouïs, faciles à perfectionner. Un atout à faire valoir sur un marché mondial très concurrentiel par la délocalisation et l'externalisation,



Les entreprises franches de confection sont parmi les plus durement frappées.

devenues deux concepts obligatoire.

Courbe ascendante

L'autre bonne nouvelle concerne l'industrie extractive. Au moment où Ambatovy a repris l'exploitation du nickel, les cours de celui-ci ont bondi de plusieurs points. Pour être à plus de 19 000 dollars la tonne. Il fut des moments où ce prix était en dessous des 10 000 dollars. L'incertitude sur l'avenir de deux sites de production aux Philippines et en Nouvelle-Zélande ainsi que la production croissante des véhicules électriques utilisant des batteries lithium-ion, à base de nickel, expliquent cette courbe ascendante des cours du nickel.

À part les emplois directs qu'elle assure, Ambatovy achète des tonnes de fruits et légumes, des milliers d'œufs, et d'autres matières premières auprès des paysans qu'elle encadre. Sans compter ses contributions dans la lutte contre le coronavirus et ses soutiens aux collectivités décentralisées, aux écoles et autres infrastructures communautaires, dans le cadre de la Responsabilité sociétale de l'entreprise ou RSE. Le nickel est devenu le premier produit d'exportation de Madagascar. Au détriment de la trilogie CAVAGI, café-vanille-girofle- dont les prix en dent de scie découragent souvent les producteurs.

Cette embellie inattendue et inespérée s'accompagne d'une nuée de manifestations et événements à connotation économique. « Tsenaben'ny Fizahan-tany » et Fier-Mada ont retrouvé leurs splendeurs d'antan. Plusieurs rendez-vous sont programmés dans les semaines à venir. Comme le second round de la rencontre des membres du MEDEF avec les opérateurs économiques malgaches, programmé le 25 août à Paris. Il y aura aussi la Foire internationale de Madagascar, FIM, vers mi-septembre. Puis celle des régions au mois d'octobre. Les fêtes de fin d'année seront de belles occasions de soutenir la consommation par les ventes promotionnelles.

Malgré tout, d'autres situations restent préoccupantes. Comme celle du tourisme qui attend toujours la réouverture même partielle des frontières aériennes aux touristes vaccinés. Des opérateurs souhaitent avoir une rencontre directe avec le président de la république, Andry Rajoelina, dans le cadre du Dialogue public-privé, DPP, institutionnalisé en 2015 par décret présidentiel. Afin d'esquisser une ébauche de solution pour le secteur privé dans son ensemble. Le Cercle de réflexion économique de Madagascar, CREM, y est aussi allé de ses propositions. Comme la création d'une Banque nationale de développement et d'investissement, la réalisation des grands chantiers dans l'optique de l'émergence de Madagascar, la constitution effective de la réserve de l'or...

Il reste aussi à comprimer cette envolée inflationniste qui pèse sur le budget des ménages. En dépit des « analyses rassurantes » sur la maîtrise du taux d'inflation en dessous des 7% en glissement annuel.

Jirama : Coupures fréquentes d'électricité durant le week-end

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 AOUT 2021

Les coupures d'électricité se sont multipliées dans plusieurs quartiers de la ville d'Antananarivo, durant le week-end dernier. Des coupures sans préavis et qui n'ont pas été expliquées par la Jirama. « On pourrait dire que nous sommes déjà habitués à une mauvaise qualité de service et aux coupures inattendues. Mais cela cause toujours beaucoup de désagrément, lorsque l'électricité est coupée toute la journée, de 8h du matin jusqu'à 17h, comme c'était le cas le samedi 14 août », nous a confié une mère de famille habitant à Soavimasoandro, qui a souligné qu'un tel cas de coupure prolongée engendre une désorganisation de programme, même en week-end. Hier, les coupures ont repris dans différents quartiers, si l'on ne

cite que ceux de Behoririka, Ambondrona, Andravoahangy, Ambanidia, etc. Pour d'autres usagers, la qualité des services de la Jirama s'est beaucoup améliorée, même si elle est encore très loin d'être satisfaisante. En effet, la société d'État a lancé de nombreux projets d'amélioration d'infrastructures de production et de distribution d'électricité, en misant sur des solutions innovantes. En outre, la société d'État procède actuellement à un recrutement massif de techniciens et d'ingénieurs, pour renforcer ses équipes. Samedi dernier, c'étaient 2 500 candidats qui ont concouru pour obtenir les postes. Selon la Jirama, les démarches pour ce recrutement seront achevées vers début septembre.

Réhabilitation de la RN2 : Démarrage de chantier

L. R. | MA-LAZA | 16 AOUT 2021

Les trois entreprises sélectionnées pour exécuter les travaux de réfection de la RN2, particulièrement du tronçon PK 140 jusqu'à Toamasina, ont commencé à installer la partie matériel technique. Le staff du ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics (MATP) accompagné de représentants de l'agence routière, s'est rendu sur place hier, pour constater de visu l'ouverture du chantier. Les travaux sont répartis en 4 lots. Le lot 1 concerne le tronçon PK140 au 250 (Brickaville), le lot 2 du PK250 à 269, le lot 3 du PK269 au 304, le lot 4 du PK304 au 368.

Le trajet Antananarivo-Toamasina est devenu un véritable calvaire pour les usagers. Une situation également décriée par les transporteurs, qui avaient alors observé une grève d'avertissement afin d'interpeller les autorités compétentes.



Passation – Rindra Rabarinirinarison prévoit d'assainir les finances publiques

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 17 AOUT 2021

Ses premiers pas ont été épiés avec curiosité et intérêt par les journalistes. Même si elle est habituée des arcanes financiers et économiques du pays. Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, la ministre de l'Économie et des finances, a passé un test plutôt concluant.

Des expériences probantes. Secrétaire général du ministère de l'Économie et des finances avant de prendre la place de Richard Randriamandrato, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison s'est montrée à l'aise face aux journalistes après la cérémonie de passation, franche et cordiale, avec son prédécesseur. Le contraire aurait étonné pour celle qui maîtrise mieux que quiconque son département. « Les problèmes de ce ministère, je les connais. Je ne veux pas tous les énumérer ici mais nous aurons le temps de les aborder d'une rencontre à l'autre avec vous » a-t-elle mentionné en guise d'entrée en matière.

Elle veut s'attaquer d'abord à des dérives financières au niveau du paiement des salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités. « Sur le budget général de 11 000 milliards, 3 000 sont affectés aux salaires des agents de l'État. Et pas moins de 800 pour les retraités. Ce qui représente presque le quart de cette enveloppe globale. Mais ces dépenses vont souvent dans tous les sens » explique la ministre de l'Économie et des finances.

Elle est convaincue « que parmi les bénéficiaires, beaucoup ne devaient pas toucher leurs rémunérations, d'autres gagnent plus qu'ils ne le méritent. Des personnes déjà décédées perçoivent encore leurs pensions des années après leur disparition. Nous avons constaté que la multiplication des opérations par manipulation humaine génère ces anomalies incompréhensibles qui grèvent la caisse de l'État. Il est temps de réduire ces interventions humaines par la digitalisation de nos services » prévient celle qui en tend accomplir ses missions « dans la droiture et



Entre l'ancien ministre et son ancienne secrétaire générale devenue ministre, la passation était juste une formalité.

avec fermeté suivant les consignes du président de la république, Andry Rajoelina, et du Premier ministre Christian Ntsay, pour assurer le développement du pays. L'entrée en lice du logiciel Augure peut être une arme fatale dans cette lutte « virtuelle » contre « ces fantômes » de la « Ponction publique » qui continuent d'arpenter et de hanter les couloirs des ministères et des organismes rattachés. En dépit des mesures déjà prises pour les mettre hors d'état de nuire.

Sur sa lancée, elle a soulevé aussi des incohérences organisationnelles sinon procédurières. « Des dispositions légales reconnues par le Marché public ne le sont pas pour le Trésor. Alors que ce sont deux entités dans notre ministère. Ce manque de synergie alourdit les démarches administratives. Le moment est venu de reformatier ces textes archaïques et désuets » suggère

madame la ministre. Qui, au passage, souhaite imposer « le respect de la déontologie pour tous et surtout ceux impliqués dans la gestion des finances publiques ».

Ses premières intentions sont assez courageuses et louables. Mais elle a aussi intérêt à suivre de près les complications des relations avec les bailleurs de fonds. Richard Randriamandrato a eu le mérite d'avoir conclu un Programme avec le Fonds monétaire international, FMI, sous le sceau de la Facilité élargie de crédit, FEC, d'un montant total de 312 millions de dollars. Il n'a pas été récompensé de cette performance réalisée dans un contexte rendu compliqué par la crise sanitaire. Il appartient à son successeur de parachever l'œuvre par le respect des engagements du gouvernement. Ce qui n'est pas une partie de plaisir. Le plus difficile reste à venir.

Prix des produits alimentaires: la FAO note une légère baisse

LES NOUVELLES | 17 AOUT 2021

Le dernier rapport de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) note une baisse des prix mondiaux des produits alimentaires de base sur le marché mondial, en juillet. Ce recul s'explique par la baisse des cotations des céréales, des huiles végétales et des produits laitiers.

Pour ce qui est des huiles végétales, l'Indice des prix a atteint son niveau le plus bas sur cinq mois, reculant de 1,4% par rapport à juin, la baisse des prix des huiles de soja, de colza et de tournesol ayant plus que compensé la hausse de la valeur des huiles de palme. Une baisse du taux d'incorporation de biodiesel en Argentine a pesé sur les prix de l'huile de soja, tandis que ceux des huiles de colza et de tournesol ont été influencés par des prévisions d'approvisionnement record pour la campagne 2021-2022.

Par ailleurs, les prix internationaux du riz ont également baissé sous l'effet des variations des taux de change et de ventes ralenties par les coûts de transport élevés et les obstacles logistiques, note l'organisation Onusienne.



Tsaradia : Mahery Andriamamonjy nommé DG par intérim

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 17 AOUT 2021

Changement à la tête de Tsaradia. Mahery Andriamamonjy vient d'être nommé Directeur Général de cette filiale d'Air Madagascar en charge des vols domestiques. Il remplace à ce poste l'ancien DG Rafanomezantsoa Andriamamonjy. Durant son mandat, le DG par intérim assurera notamment l'accompagnement du plan de relance d'Air Madagascar. Avant cette

nomination, Mahery Andriamamonjy occupait les postes de directeur d'exploitation de Tsaradia et de responsable désigné des opérations au sol d'Air Madagascar et de Tsaradia. Notons que la réunion du conseil d'administration d'Air Madagascar a eu lieu hier, comme prévu. Une occasion pour les administrateurs de la compagnie aérienne nationale de se

pencher sur le plan de relance qui est déjà bouclé. La préparation des vols de rapatriement, prévu à partir du 19 août, était également au menu de cette réunion. Une conférence de presse du PCA d'Air Madagascar était prévue, hier après-midi, mais a été annulée à la dernière minute.

Projet PRODUIR : 206 infrastructures sanitaires et de mobilité pour Antananarivo

JOSÉ BELALAHY | MIDI MADAGASIKARA | 17 AOUT 2021

Les communes de Bemasoandro, d'Anosizato Ouest, d'Andranonahoatra ainsi que les 1er et IVème arrondissements de la commune urbaine d'Antananarivo devront bénéficier de 206 infrastructures sanitaires et de mobilité. Réparties en ruelles, voies carrossables, passerelles, bibliothèques, terrains de basket ball, escaliers, bassins lavoirs, murs de soutènement et bornes fontaines, ces infrastructures entrent dans le cadre des composantes du projet Produir. Des infrastructures créées dans le cadre de la restructuration et l'amélioration des quartiers précaires de la capitale malgache. Ainsi, les projets entendent avoir un impact direct tout en voulant démontrer « la volonté du projet Produir à améliorer les conditions de vie des populations dans sa zone d'intervention ». En effet, le projet vise essentiellement « à améliorer les conditions de vie en milieu urbain et la résilience des populations dans les quartiers défavorisés du Grand Antananarivo tout en renforçant les capacités des acteurs à répondre efficacement à une situation



d'urgence ou de crise ».

Approche participative : L'identification des travaux Quick Win ont commencé par les recueils des doléances auprès des fokontany de la zone d'intervention. Un atelier urbain a ensuite été organisé afin d'avoir une concertation avec le MATP (Ministère de l'Aménagement et des Travaux Publics), la CUA, les communes périphériques et les acteurs locaux ainsi que les urbanistes afin de mettre

en place des critères et arriver à une liste d'infrastructures correspondant au budget disponible. Lesdits critères étant la densité (nombre de bâti/ha en sélectionnant les zones avec plus de 300 bâti/ha), le risque d'inondation (en supprimant les zones touchées par les inondations), la pauvreté (en sélectionnant les surfaces des bâtis de moins de 30m2) ou encore les zones touchées par les inondations.

Projet e-ariary: promouvoir un accès plus inclusif aux paiements réglementés

ARH | LES NOUVELLES | 17 AOUT 2021

Avec l'essor des moyens de paiement électroniques, l'avènement des cryptomonnaies, l'émergence de nouveaux acteurs et la conjoncture induite par la pandémie de Covid-19, le paysage mondial des paiements prend un nouveau tournant. La Banky foiben'i Madagasikara (BFM) compte déployer l'e-ariary, un instrument important qui va lui permettre d'évoluer au rythme de la digitalisation.

BFM vise à promouvoir un accès plus inclusif des communautés et des groupes socioéconomiques mal desservis, aux paiements réglementés et aux services financiers formels, ainsi qu'à réduire la circulation du cash dans le pays. Elle a ainsi lancé divers projets ciblant ces objectifs et explore l'introduction d'une « monnaie numérique de Banque centrale (Central bank digital currency - CBDC) ».

En mettant en place un environnement favorable aux émissions de monnaie électronique et en assurant la continuité des services du système national de paiement, BFM encourage l'utilisation des moyens de paiement digitaux et scripturaux, des chèques et virements, afin de limiter les déplacements et les contacts entre les personnes. D'où le projet « e-ariary ».

« Le projet e-ariary vise à mettre à disposition des utilisateurs finaux malagasy (particuliers et entreprises), en plus des billets de banque, un moyen de paiement sécurisé, facile à



appliquer, accessible, ayant le même cours légal sur le territoire national, et présentant les avantages offerts par les solutions de paiement privées, tout en bénéficiant de la régulation et du contrôle de l'autorité monétaire », note-t-on au niveau de la BFM.

Stabilité financière et monétaire

A cet effet, BFM lance un appel à RFI/RFQ (Request for information & quotation), en vue de sélectionner, dans une phase ultérieure, un fournisseur ou intégrateur de solutions techniques CBDC.

L'e-ariary fixe particulièrement quatre objectifs bien définis. Il s'agit tout d'abord d'« Améliorer l'inclusion

financière : en réduisant les coûts de transaction, en offrant un service plus accessible, efficace, rapide et à faible risque ». Ensuite, « Réduire les coûts inhérents à la gestion du cash : en permettant l'émergence de moyens de paiement dématérialisés efficaces qui permettraient de réduire les coûts liés à l'utilisation du cash : impression, transport, tri des billets et pièces... »

Puis il est également question de « Renforcer la souveraineté monétaire : en offrant une alternative garantie et moins volatile que les monnaies privées, à une population qui pourrait être intéressée par ces offres ». Enfin, de développer des moyens de paiement « en fournissant une nouvelle forme de monnaie de banque centrale, support pour les innovations de l'écosystème fintech ».

En somme, l'introduction de l'e-ariary pourrait avoir des implications significatives, notamment sur la stabilité financière et monétaire.

Energie et hydrocarbures – Andry Ramaroson veut enclencher le turbo

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 18 AOUT 2021

La passation entre le nouveau ministre de l'Énergie et des hydrocarbures Andry Ramaroson et son prédécesseur Christian Ramarolahy a eu lieu hier. Le nouveau venu connaît bien le département.

Serait-il l'homme de la situation ? S'il est trop tôt pour conclure, le nouveau ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, Andry Ramaroson, a montré de bonnes intentions et une disposition d'esprit à toutes épreuves lors de sa prise de fonctions officielle. Sa première préoccupation consistera à résoudre les arriérés de paiement de la Jirama envers les pétroliers. « Cela peut faire ressurgir les délestages » qui ont nui aux activités économiques. À ce propos, il est toujours intéressant de savoir où en sont les négociations pour amender ou annuler les contrats passés par la Jirama avec ses fournisseurs d'électricité. Des contrats aux clauses léonines, disait le Premier ministre Christian Ntsay. Cela n'empêche pas Andry Ramaroson d'être confiant pour réaliser un des Velirano présidentiels. Qui consiste à augmenter la production de l'électricité, à réduire le coût de revient pour vendre à un prix accessible aux bénéficiaires et atteindre le taux d'accès de 50% de la population.

Bonnes attitudes

Il prévoit de rencontrer les opérateurs du secteur privé dans cette optique. Il



Passation dans la cordialité entre les deux hommes.

rendra compte chaque mois les acquis de son département par des tableaux de bord. Évoquant le cas de la Jirama, Andry Ramaroson souligne que « l'essentiel sera d'abandonner, à termes, les subventions. Autant d'argent jeté à la fenêtre à cause des détournements de fonds et autres motifs. Nous allons accélérer le mouvement par l'adoption des bonnes attitudes », a-t-il prévu.

Quant à son prédécesseur Christian Ramarolahy, il a fait une première apparition publique lors de cette

cérémonie de passation. Il a expliqué que son absence a été dictée par une maladie contre laquelle il lutte par les thérapies de la médecine chinoise. Il a admis qu'être ministre aujourd'hui est très stressant, surtout pour les questions liées à l'énergie et les hydrocarbures. Il n'est pas obligé de dévoiler ce qui lui est arrivé. Il réserve la primeur de son cas au président de la République Andry Rajoelina.

Base Toliara : Rencontre entre les notables du Sud et le Sénat

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 AOUT 2021

Des notables en provenance de la région du Sud de Madagascar, conduits par Mara Parfait, ont rencontré le président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, hier dans ses locaux, au Palais de Verre à Anosikely. Le dossier Base Toliara a fait l'objet de discussions entre les deux parties. En effet, ce 3e plus grand projet minier a été suspendu par l'Etat en Conseil des ministres depuis 2019, et ce, en raison d'un désaccord entre une frange de la population localisée dans les zones d'intervention du projet et la compagnie minière. Face à cette situation, les notables dans la région du Sud ainsi que les autorités compétentes à tous les niveaux se sont réunis, afin de trouver une solution y afférente. Dans la foulée, ces derniers ont exposé au président du Sénat, les retombées socio-économiques positives de la mise



Les notables de la région du Sud conduits par Mara Parfait.

en œuvre de ce projet minier, pour ne citer que les ressources fiscales qui seront perçues par la région pour assurer son développement, ainsi que la création de nombreux emplois locaux. Dialogue. Pour sa part, le président de cette institution, Herimanana Razafimahefa, a évoqué qu'il est

maintenant temps de procéder au dialogue et de se concerter sur cette affaire. « On devra tenir compte en priorité de l'intérêt de la région du Sud. Et les premiers responsables concernés sont entre autres les ministères en charge des Mines et des Ressources Stratégiques et en charge de la Population. Les Sénateurs ont pour rôle d'écouter les doléances de la population au niveau des communes et des districts en tant qu'interface entre les collectivités territoriales décentralisées et le pouvoir exécutif », a-t-il enchaîné. Par ailleurs, le président de la Chambre Haute a annoncé que des infrastructures servant à alimenter en eau potable la partie Sud de l'île, au départ de Tsivory jusqu'à Toliara, seront prochainement réalisées.

Vakinankaratra – Malnutrition chronique: le taux recule de 23 points

SERA R. | LES NOUVELLES | 18 AOUT 2021

De 60%, selon l'enquête Mics réalisée en 2018, le taux de la malnutrition chronique est descendu jusqu'à 37 %, si l'on se réfère aux données des 904 sites communautaires à la charge de l'Office régional de la nutrition (ORN) Vakinankaratra.

Le taux fixé dans le Plan national d'action pour la nutrition (Pnan III) qui prendra fin cette année est de 38%.

« C'est le fruit du projet Fanjarian-tsakafo sy fahasalamana Ifotony (Fafy) ou Programme d'amélioration des résultats nutritionnels (Parn) », a indiqué le Coordonateur régional (CR) de l'Office national de nutrition (ONN) Vakinankaratra, Patrick Ravoson. Un projet dont l'objectif est de renforcer les connaissances des bonnes pratiques en matière de santé et de nutrition auprès des mères enceintes et allaitantes ainsi que des parents des enfants de moins de 2 ans. Il assure les prestations du programme Santé de la reproduction



- Santé et de nutrition de la mère et de l'enfant (SR-SNME) du ministère de la Santé publique, en véhiculant l'approche des 1.000 premiers jours de

l'enfant.

Toutefois, le CR de l'ONN Vakinankaratra a précisé que parmi les sept districts qui composent la région, celui d'Ambatolampy a encore du chemin à faire. L'ignorance ou le non-respect des cinq codes de couleur nutritionnelle ainsi que le choix des paysans de vendre la totalité de leur production, sans tenir compte de leurs propres besoins, seraient à l'origine de cette situation. Actuellement, 22 ONG ainsi que 1.800 Agents communautaires (AC) travaillent de concert avec l'ORN Vakinankaratra dans la lutte contre la malnutrition.

Roberto Tinoka – Air Madagascar, une priorité

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 18 AOUT 2021

Le nouveau ministre des Transports et de la météorologie, Roberto Tinoka, a fixé de nouveaux objectifs pour les prochains mois de travail. Et le redressement de la compagnie aérienne malagache figure parmi les priorités du ministère. « Le secteur du transport figure parmi les secteurs lésés par la pandémie de coronavirus, plus particulièrement le transport aérien. Ce qui fait qu'Air Madagascar passe aujourd'hui par une terrible zone de turbulence. Cette compagnie est le fleuron de notre économie, c'est pourquoi son redressement sera notamment priorisé par le ministère », soutient le nouveau ministre lors de sa cérémonie de prise de fonction, hier, à Anosy.

Dans ce sens, le ministre a donc déjà annoncé qu'une stratégie se mettra en place au fur et à mesure. « Un dossier bien élaboré sur le sujet est déjà en ma possession. Et nous le présenterons prochainement au Conseil des ministres mais aussi au Conseil de gouvernement. Une fois ce dossier



Le nouveau ministre des Transports et de la météorologie, Roberto Tinoka.

présenté, la stratégie pour la relance d'Air Madagascar sera aussitôt dévoilée » ajoute ce responsable.

Ministre de l'Energie et des Hydrocarbures : Présentation de résultats concrets tous les mois

SERA R. | LES NOUVELLES | 18 AOUT 2021

Le nouveau ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Andry Ramarason, a sollicité ses collaborateurs à travailler davantage afin d'atteindre le taux d'accès à l'électricité à plus de 50%, un objectif fixé dans le velirano du président d'ici 2023. « Je vais rencontrer tous les collaborateurs au sein de mon département ainsi que les responsables au niveau de tous les organismes rattachés. Notre leitmotiv est d'accélérer le mode de travail qui sera jugé efficace pour pouvoir réaliser cet objectif. Nous allons ainsi présenter

des résultats concrets tous les mois », a-t-il déclaré lors de la passation de service avec son prédécesseur, le ministre Christian Ramarolahy, hier à Ampandrianomby. Parlant de la situation de la Jirama, il s'engage également à ce que l'entreprise ne dépende plus des subventions de l'Etat en réorganisant les méthodes de travail pour éviter de jeter de l'argent par les fenêtres. Par ailleurs, ce nouveau ministre prône le mix énergétique tout en prévoyant d'exploiter l'huile lourde de Tsimiroro au profit de la nation. Quant à l'ancien

ministre Christian Ramarolahy qui a brillé par son absence au sein de ce département en raison de sa maladie, il a tout même pu dresser son bilan. « On a pu effacer les arriérés de l'Etat envers les pétroliers qui ont atteint 182 milliards d'ariary en février dernier, grâce au maintien des prix à la pompe. En outre, 5 970 lumières cobras ont été installées pour illuminer plusieurs quartiers, sans compter l'illumination de toutes les routes nationales, depuis plus d'un an et demi », a-t-il exprimé.

Festival Rifatse : La 6e édition débutera le 27 août 2021

NAVALON R. | MIDI MADAGASIKARA | 19 AOUT 2021

Un package spécial de cet événement culturel, sportif et touristique a été élaboré par les opérateurs touristiques de la région en vue de promouvoir la destination Menabe.

Morondava accueillera la 6e édition du festival Rifatse. Cet événement débutera le 27 août 2021 et durera trois jours dans la capitale de la région Menabe. L'objectif consiste à promouvoir les richesses culturelles, sportives et touristiques de la région en vue de relancer le secteur du tourisme, qui est fortement pénalisé suite à la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19, prévalant dans le pays. Il s'agit également d'une grande opportunité permettant à tous les acteurs opérant dans ce secteur d'avoir une bouffée d'oxygène après plusieurs mois de cesse de leurs activités. D'ailleurs, le ministère chargé du Tourisme ne ménage pas ses efforts afin de les soutenir pour faire face à cette crise sanitaire qui s'avère encore incertaine.

Échanges. Raison pour laquelle, le ministre de tutelle, Joël Randriamandranto, s'est déplacé lui-même tout récemment à Morondava pour réunir toutes les parties concernées par l'organisation de ce Festival Rifatse, dans sa 6e édition. On peut citer, entre autres, les Tours Opérateurs, les



Lors de la réunion de travail visant à mieux préparer la 6e édition du Festival Rifatse.

complexes hôteliers, les transporteurs et bien d'autres acteurs locaux du tourisme, sans oublier les autorités locales. Cette réunion de travail était également une occasion pour faire des échanges tout en partageant des idées et des expériences ainsi qu'en identifiant et en proposant des activités à mener dans le cadre de ce Festival pour que cet événement soit une vitrine servant à promouvoir le tourisme national. Puisque les frontières de Madagascar restent encore fermées compte tenu de cette situation sanitaire sans précédent touchant le monde entier, le ministère de tutelle prône toujours le tourisme

national pour pouvoir relancer ce secteur.

Package spécial. « La réussite de ce festival sera le fruit d'un travail collaboratif entre l'ensemble des opérateurs du secteur pour proposer un package attractif adapté à toutes les catégories de cibles afin d'inciter les malgaches à investir et découvrir leur pays, et être des acteurs du développement du tourisme et de l'économie », a déclaré le Ministre Joël Randriamandranto. Un package spécial FESTIVAL RIFATSE a été ainsi élaboré avec les opérateurs touristiques de la région, en collaboration avec TSARADIA et Cotisse. Cette offre promotionnelle de 5 jours - 4 nuits, du 26 au 30 août 2021, devrait permettre à tous de profiter du climat chaleureux, des paysages naturels pittoresques du Menabe, et de la richesse culturelle de la région, selon les promoteurs. Rappelons que le ministère du Tourisme est à pied d'œuvre pour continuer de développer des stratégies visant à relancer l'économie du pays à travers ses actions.

Investissements publics : Dialogue multi-acteurs ce jour à la CCIA Analakely

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 19 AOUT 2021

4 355,1 milliards d'ariary ! C'est le fonds consacré aux investissements publics pour cette année. Un montant qui correspond aux 41,1% du budget général de l'Etat. Face à l'importance des choix des investissements publics, face aux besoins des citoyens, le CCOC (Collectif des citoyens et des organisations citoyennes) organise ce jour la « Journée des citoyens sur les investissements publics », dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo (CCIA) à



Analakely. Selon cette organisation, les investissements publics constituent un outil essentiel dans le développement du pays et restent déterminants, car

ils sont financés par les emprunts qui pèsent sur les citoyens de manière intergénérationnelle. « Nous invitons le public à participer à cet événement qui débutera à 9h30. Afin de permettre à tous d'avoir accès aux interactions directes avec les panélistes, la manifestation se tiendra en simultanée en ligne, via la plateforme Zoom, et sera également diffusée en direct sur la page facebook du CCOC », ont déclaré les organisateurs de l'événement.

Ariary électronique - La tendance vers les transactions numériques se confirme

HARY RAKOTO | LA VERITE | 19 AOUT 2021

Innovation technologique oblige, le paysage des moyens de paiement a beaucoup changé pour accompagner les tendances de consommation actuelle. Globalement, les moyens de paiement scripturaux et fiduciaires ont tendance à décroître régulièrement au profit des moyens de paiement électroniques. Raison pour laquelle, la Banque centrale de Madagascar (BFM) planche la concrétisation d'une monnaie nationale numérique que l'institution a baptisée « e-ariary ».

« A l'heure actuelle, la Banque centrale ne supervise pas encore et n'est pas en mesure d'apporter une appréciation sur les transactions effectuées sur les nouveaux services de Fintech ou Finance et technologie. Mais l'institution a, malgré tout, la volonté de contribuer activement à l'émergence de l'innovation », ont expliqué les responsables de la BFM lors du lancement de l'appel d'offres consistant à trouver un professionnel qui pourrait assurer la réalisation du projet. Dans un contexte où les indicateurs TIC (Technologie de communication et d'information) précisent que 38% de



la population dispose d'un téléphone mobile, que 12% de la population dispose d'un compte Mobile money, l'inclusion financière à travers ce canal devient une évidence. En effet, le Mobile money devance le système de transaction bancaire traditionnelle avec 266,5 milliards d'ariary de transactions réalisées par an contre 20,8 milliards d'ariary pour la transaction traditionnelle.

Complémentarité

Selon les statistiques émanant de la Banque centrale de Madagascar, 10% de la population malagasy seulement a recours aux banques et 12 % utilise un compte Mobile money. Le nombre d'utilisateurs des transactions par

Mobile money ne cesse d'augmenter. Pour illustration, les opérateurs mobiles ont 9,6 millions d'abonnés en 2018, dont 20 % sont actifs. En plus des comptes mobiles actifs, les usagers peuvent aussi recourir au « cash point », et n'ont pas forcément besoin d'un compte pour effectuer une transaction par Mobile money. Le projet « e-ariary » vient ainsi à point nommé. Selon la BFM, le projet ambitionne de soutenir une vision de complémentarité avec le fiduciaire tout en se tournant radicalement vers la dématérialisation définitive. L'idée étant de mettre à la disposition du public, en complément des billets de banque, un moyen de paiement sécurisé, facile d'application, accessible, ayant cours légal sur le territoire national, et présentant les avantages offerts par les solutions de paiement privées, tout en bénéficiant de la régulation et du contrôle de l'autorité monétaire. Loin de concurrencer les monnaies virtuelles déjà disponibles sur le marché malagasy, le projet e-ariary est plutôt perçu comme étant une opportunité de développement par les opérateurs de Fintech.

Service public : la digitalisation mise en avant

RIANA R. | LES NOUVELLES | 19 AOUT 2021

Améliorer le service public à travers le déploiement de la nouvelle technologie dans l'administration. Telle est la priorité de Tahiana Razafindramalo, ministre de la Transformation digitale, des postes et de la télécommunication. Il a pris officiellement son poste, mardi, durant la passation de service avec Andriamanohisoa Ramaherison.

«Le numérique est un levier de développement. Voilà pourquoi le ministère dont je suis en charge, met en avant la transformation digitale. Le service rendu à la population sera primé», a fait savoir le nouveau ministre en charge de la Transformation digitale Tahiana Razafindramalo.

Des projets de digitalisation du service public sont en effet déjà initiés au niveau de plusieurs ministères. Celui de l'Economie et des finances (Mef) se démarque sur ce point à travers la digitalisation d'une grande partie des services d'administration fiscale.

Au niveau de son département, Tahiana Razafindramalo a pris l'exemple du début du déploiement des cartes de paiement des bourses des étudiants au niveau des universités. Le progrès technologique a également permis de mieux gérer l'épidémie de Covid-19 à travers la mise en place du Centre de coordination opérationnel Cov-Data et du Kere-data, tous deux ont permis de mieux coordonner les informations en pleine épidémie et d'accélérer la prise



de décision à l'endroit des habitants du Sud, victimes du kere.

Modernisation du réseau de l'administration

Au mois de juin, le ministère en charge de la Transformation digitale a déjà annoncé le début imminent du projet de modernisation du réseau de l'administration à Madagascar. Exim Bank China financera à hauteur de 47,2 millions USD, ce chantier confié à Huawei.

L'objectif est de moderniser le réseau

de l'administration publique à travers le déploiement de la fibre optique dotée d'infrastructures sécurisées. Cela vise à assurer l'efficacité des échanges à travers la mise en place de réseaux interministériels de communication, d'un réseau mobile sécurisé.

Ce vaste projet une fois réalisé, devra entre autres, faciliter les échanges de données, permettre de limiter les risques liés aux cyberattaques, optimiser la dépense publique en termes de communication, et améliorer la gestion du trafic télécoms urbain.

Au niveau de la Paositra Malagasy (Paoma), le nouveau ministre a tenu à saluer les efforts consentis par toutes les parties prenantes afin de trouver un terrain d'entente ayant permis le règlement du conflit avec le ministère de tutelle au mois de juillet. Il a aussi touché un mot sur le déploiement du service financier de la Paoma qui devrait contribuer au développement de l'inclusion financière au niveau national.

Ministre des Travaux publics : Priorité à la réhabilitation des routes nationales

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 20 AOÛT 2021

Un nouveau contrôle et une vérification des travaux exécutés par les 230 entrepreneurs impayés depuis plus d'un an dans le cadre des travaux d'entretien routiers, seront en même temps effectués.

Réhabiliter les routes nationales dont entre autres, les RN2, RN4, RN7 et RN44 surtout la route nationale no 13, est un défi présidentiel. Telles seront les priorités du nouveau ministre en charge des Travaux publics, Jerry Hatrefindrazana. « Nous allons poursuivre les activités engagées par mon prédécesseur tout en accélérant le rythme de travail afin que la population puisse ressentir les retombées économiques positives de la réfection de toutes ces infrastructures routières le plus tôt possible. Pour ce faire, il faut augmenter le nombre d'engins et de techniciens opérant sur le terrain. À titre d'illustration, les travaux de réhabilitation de la RN44 avancent à grand pas. L'entrepreneur en charge de ces travaux annoncent que ce sera achevé d'ici la fin de l'année si c'était prévu pour mars 2022 », a-t-il déclaré lors de la passation de service avec son prédécesseur, le ministre Hajo Andrianainarivelo, hier à Anosy.

Respect des normes. Toutefois, « cette accélération du rythme de travail doit rimer avec le respect des normes et la qualité des travaux exécutés. Je suis très exigeant sur ce point étant donné qu'on utilise des deniers publics, et encore des financements remboursables. La durabilité des travaux sur plusieurs années s'impose ainsi. En outre, nous disposons de nombreux ingénieurs en Travaux publics pouvant effectuer le contrôle et l'inspection sur le terrain », tient-il à préciser. De son côté, le ministre Hajo Andrianainarivelo, qui est reconduit pour se charger du département de l'Aménagement du



Lors de la passation de service entre le nouveau ministre des Travaux publics, Jerry Hatrefindrazana et son prédécesseur, le ministre Hajo Andrianainarivelo. (Photo : Yvon Ram)

Territoire, a exposé que 37 travaux routiers sont en cours d'exécution tandis que 9 projets routiers sont déjà financés mais en attente de signatures et de mise en vigueur. « Et huit travaux routiers sont en cours de négociation avec les partenaires techniques et financiers », a-t-il enchaîné.

Juge et partie. Parlant des impayés des 230 entrepreneurs ayant effectué des entretiens routiers, le nouveau ministre des Travaux publics, Jerry Hatrefindrazana, a déclaré que des contrôles et des vérifications sur le terrain seront bientôt entamés. « Ce qui permettra d'identifier les travaux qui ont été exécutés selon les règles de l'art et conformément au contrat établi afin d'honorer les entrepreneurs concernés.

Quant aux entrepreneurs n'ayant pas respecté leurs engagements, ils seront obligés d'exécuter les travaux comme convenu. En revanche, les travaux fictifs ne seront jamais payés », a-t-il réitéré. Rappelons que le ministère de tutelle a déjà effectué un audit sur les travaux réalisés par ces 230 entrepreneurs qui ne cessent de réclamer leurs dûs depuis plus d'un an. « Mais ce département qui a lancé l'appel d'offres et a sélectionné les entrepreneurs adjudicataires des marchés publics ne peut être à la fois juge et partie. C'est pourquoi, nous allons solliciter les gouverneurs de chaque région à procéder à cette révérification des travaux exécutés », a-t-il conclu.

Jeunesse : Lancement du projet OBS – MADA

C.R. | MA-LAZA | 20 AOÛT 2021

Une participation intéressante. Madagascar sera à l'honneur lors des Rencontres des entrepreneurs francophones, REF, de Paris du 24 au 27 août. D'abord parce que le président de la République Andry Rajoelina sera la seule personnalité de son rang invitée à cet événement économique et financier de taille en réponse à la crise sanitaire. Ensuite, du côté des opérateurs économiques malgaches, ils seront conduits par Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar, GEM. Il sera épaulé par Hery Lanto Rakotoarisoa, Hary Andriantefhasina, et Hassim Amiraly, respectivement président du Groupement des entreprises franchises



et partenaires, du GEFP, du Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et travaux publics, SEBTP et du Syndicat des industries de Madagascar, SIM. Trois entités membres à part entière du GEM. La REF est un événement privé organisé chaque année par le MEDEF,

Mouvement des Entreprises de France. Thierry Rajaona, prendra la parole en participant au débat autour du « Financement des économies francophones » le mercredi 25 août de 11h40 à 12h15. La veille, en direct du plateau de la chaîne de la REF, le président du GEM est prévu intervenir de 15h15 à 15h20. Il s'agit d'une intervention transmise sur <http://laref.org/>. Ces horaires correspondent aux heures de Paris.

À titre de précision, la REF 2021 se tient à l'hippodrome de Longchamp à Paris, très connu des turfistes. Cet événement réunit les délégations des pays francophones.

Extraction minière à Fort Dauphin et négociations fiscales; QMM : “Nous offrons au pays des opportunités exceptionnelles”

TIANA RAMANOELINA - EMRE SARI | LES NOUVELLES | 20 AOUT 2021

C'est “simplement” la renégociation du régime fiscal d'un des plus importants projets de Madagascar. Avec, à la clé, pour l'Etat, des dizaines de millions de dollars de recettes fiscales et pour QMM des bénéfices encore plus importants. QMM, entreprise jointe entre QIT (80% des parts), filiale du géant minier Rio Tinto, et l'Etat malagasy (20% des parts) exploite de l'ilménite, du zirsill et de la monazite dans les sables de Fort Dauphin. Des minerais ensuite transformés en titane et utilisés dans diverses industries.

L'entreprise opère depuis 2008 mais la convention fiscale et douanière date de 1998, pour une période de 25 ans... soit jusqu'en 2023. Et les négociations doivent avoir lieu deux ans avant l'échéance... soit cette année.

En juillet, QMM a accentué ses programmes d'infrastructures en annonçant la réalisation d'une centrale solaire et éolienne de 20MW qui alimentera en électricité la mine et la ville de Fort-Dauphin. L'entreprise a aussi participé au grand Colloque pour l'Emergence du Sud, sous la houlette du président Rajoelina, en juin. Deux premiers messages adressés au gouvernement en cette période charnière ? Les Nouvelles ont obtenu un entretien avec un porte-parole de QMM pour faire le point sur des négociations... dans les starting blocks.

Les négociations entre QMM et l'Etat ont-elles débuté ?

Le calendrier des négociations, qui concernent le régime fiscal et douanier, sera décidé par les représentants de l'Etat. Elles devraient démarrer prochainement.

Qui sont les différents interlocuteurs ?

De son côté, l'Etat décidera des personnes. Et du nôtre, un groupe de projet comprenant des membres de



QMM et de Rio Tinto Groupe a été mis en place.

Quel est le point de départ des négociations ?

Dès l'origine, QMM et le gouvernement malagasy ont convenu d'évaluer le projet sur toute sa durée de vie, estimée à 60 années, afin d'en tirer le maximum de bénéfices pour le pays, et d'assurer un retour sur investissement, tout en prenant en compte le coût significatif des infrastructures d'utilité publique construites par QMM : routes, logements, électricité, eau, écoles, clinique, communications et port multi-usagers. A l'époque, un cadre juridique et fiscal adapté a permis à Rio Tinto d'approuver le projet.

Quels sont les enjeux pour QMM ?

Nous nous soucions de l'investissement initial de 931 millions de dollars, ainsi que des investissements futurs nécessaires pour développer deux autres gisements au cours des 40 prochaines années. La continuité d'un régime fiscal et douanier compétitif est un élément clé pour sécuriser le projet dans une perspective à long terme qui soit bénéfique pour l'Etat, pour les communautés locales et pour Rio Tinto.

Et pour l'Etat ?

Pour l'Etat Malagasy, il s'agit de maximiser les avantages du projet pour le pays, en termes d'emplois, d'impôts et redevances, de développement économique et social, et d'assurer de bonnes structures de gouvernance. Nous sommes confiants sur le fait

que les discussions prendront en compte nos intérêts mutuels afin que le projet reste bénéfique à tous et que Madagascar tire profit des opportunités exceptionnelles que QMM offre au pays en termes d'emplois, de recettes fiscales, de développement national et régional, et d'attraction d'autres investissements étrangers pour encore des décennies.

En cas de désaccord trop important avec l'Etat, prévoyez-vous de fermer l'exploitation minière ?

Sans commentaire.

QMM a demandé une recapitalisation en 2019, où vous en êtes à ce sujet ?

Sauf situation exceptionnelle hors de notre contrôle, l'estimé du résultat net de 2021 permettrait la reconstitution des capitaux propres et par conséquent mettrait fin à la nécessité d'une troisième recapitalisation.

Quels sont vos axes de développement dans les mois à venir ?

Nous avons déjà annoncé la centrale solaire et éolienne qui remplacera la majorité de l'électricité thermique par des énergies renouvelables. QMM fournit actuellement du courant à une communauté d'environ 80 000 habitants.

Nous prévoyons aussi une large contribution au Plan Emergence Sud annoncé par le Président lors du Colloque à Fort Dauphin les 11 et 12 juin, en particulier sur les volets suivants : accès à l'eau, lutte contre la désertification pour combattre le kéré par du reboisement, et soutien à l'électrification rurale. Nous prévoyons aussi de développer le port d'Ehoala [déjà construit par QMM, NDR], vers des activités de cabotage national et de transbordement international entre Asie et Afrique.

Rencontres de Paris – Le GEM en tête de pont

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS | 20 AOUT 2021

Une participation intéressante. Madagascar sera à l'honneur lors des Rencontres des entrepreneurs francophones, REF, de Paris du 24 au 27 août. D'abord parce que le président de la République Andry Rajoelina sera la seule personnalité de son rang invitée à cet événement économique et financier de taille en réponse à la crise sanitaire. Ensuite, du côté des opérateurs économiques malgaches, ils seront conduits par Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar, GEM. Il sera

épaulé par Hery Lanto Rakotoarisoa, Hary Andriantefihassina, et Hassim Amiraly, respectivement président du Groupement des entreprises franchises et partenaires, du GEFP, du Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et travaux publics, SEBTP et du Syndicat des industries de Madagascar, SIM. Trois entités membres à part entière du GEM. La REF est un événement privé organisé chaque année par le MEDEF, Mouvement des Entreprises de France. Thierry Rajaona, prendra la parole en participant au débat autour

du « Financement des économies francophones » le mercredi 25 août de 11h40 à 12h15. La veille, en direct du plateau de la chaîne de la REF, le président du GEM est prévu intervenir de 15h15 à 15h20. Il s'agit d'une intervention transmise sur <http://laref.org/>. Ces horaires correspondent aux heures de Paris.

À titre de précision, la REF 2021 se tient à l'hippodrome de Longchamp à Paris, très connu des turfistes. Cet événement réunit les délégations des pays francophones.

Consommation - Le sac de charbon fixé à 23 000 ariary

ROVA RANDRIA | L'EXPRESS | 20 AOUT 2021

Le Groupement des opérateurs forestiers de Moramanga (GOFM) prend les choses en main. Face à la hausse exorbitante du prix du charbon de bois sur le marché mais surtout pour préserver les consommateurs, les opérateurs et la société Fanalamanga ont revu ensemble leurs calculs. L'objectif étant de faire baisser le prix du sac de charbon. « Nous avons décidé de revoir les prix en nous basant sur les dépenses nécessaires à la production de charbon à base de pin. Après cette révision, le prix du sac de charbon auprès des grossistes ne devrait alors pas dépasser les 20 000 ariary. Et auprès des détaillants, ce prix serait fixé à 23 000 ariary », a soutenu le groupement dans une communication officielle. Outre la révision des calculs, le groupement veillera en parallèle à augmenter sa production afin de pallier la demande des consommateurs et éviter ainsi une éventuelle hausse

des prix, et ce même si les ressources forestières exploitées par Fanalamanga commencent à diminuer à vue d'œil.

Pour que ses prix s'appliquent au mieux, le GOFM a de ce fait mis en garde tous ses revendeurs. « Si des grossistes ou des détaillants refusent de vendre à ces prix, nous nous verrons obligés de mettre en place un marché dédié à la vente du charbon que nous produisons. Nous voulons à tout prix préserver chaque ménage qui utilise encore le charbon de bois comme principale source d'énergie », a tenu à préciser le groupement. D'autre part, le GOFM avertit également tout individu essayant de vendre au-dessus de ce prix qu'« il sera considéré comme un opportuniste qui applique une hausse de prix injustifiée ».

Pour rappel, devenu presque prohibitif, le prix du charbon de bois a doublé en quelques mois, passant de 15 000 ariary le sac de 50 kilos à presque 30



000 ariary sur les étals de la Capitale. « Nous consommons environ 2 000 ariary en charbon de bois pour la totalité des cuissons au quotidien. Ce qui nous fait environ 60 000 ariary à déduire sur le budget mensuel. Cela équivaut déjà aux frais de scolarité de l'un de nos enfants », a déploré une mère de famille, habitant dans le District d'Atsimondrano. En tout cas, avec cette initiative, la situation devrait s'atténuer dans les prochains jours.

M&H Fruits et légumes: « Nous sensibilisons les clients à acheter la vita malagasy ! »

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 20 AOUT 2021

Spécialisée dans la transformation et la commercialisation des fruits et légumes séchés, M&H Fruits et légumes fait partie de la première promotion des entreprises accompagnées par le Programme entrepreneuriat de l'Ambassade de France. Hasina Faniry Ramboa, initiatrice du projet, entreprend avec son époux qui s'occupe de la gestion, du développement et de la commercialisation des produits.

« Nous transformons et produisons des fruits et légumes séchés ainsi que des chips de banane au goût sucré, mais sans sucre ajouté », explique l'entrepreneure. Bien que le couple n'ait formalisé ses activités qu'en septembre 2017, le projet date bien avec cette période. Le déclic ? « Nous avons constaté que des produits chimiques inondent le marché, ce qui n'est pas bon pour la santé, en particulier des personnes fragiles. Nous avons donc décidé de proposer des produits naturels, bons, sans additifs chimiques et conservateurs », confie-t-elle. Exploitant les produits locaux, l'entreprise transforme la banane et des fruits de saison comme le litchi, la mangue, la pomme et l'ananas, mais également des légumes-feuilles. Le séchage dure généralement quatre jours. Avant le passage dans un séchoir solaire et l'emballage, les fruits et légumes sont triés, nettoyés et découpés.

M&H Fruits et légumes s'approvisionne auprès des agriculteurs locaux et les fruits proviennent essentiellement de la région d'Antsinanana. « Nous privilégions des matières premières qui ne contiennent pas de produits chimiques. Nous plantons également des légumes-feuilles que nous transformons », précise Hasina Faniry



Ramboa.

Aujourd'hui, l'entreprise compte quatre collaborateurs. « Les obstacles sont nombreux, notamment à cause de cette crise sanitaire. En effet, les gens font très attention à leurs dépenses et nous avons moins de clients. Nous avons dû sensibiliser les clients potentiels à acheter le "vita malagasy". Nous ne cessons pas de chercher des partenaires ».

En quoi l'accompagnement de l'Ambassade de France a-t-il été utile pour vous ?

« Nous avons postulé au Programme entrepreneuriat de l'Ambassade de France quand nous avons lancé notre chips de banane. Ce programme a

changé la vision que nous avons de l'entrepreneuriat. Quand nous avons débuté, nous ne disposions pas de toutes les connaissances requises en la matière et nous nous contentions des retours des clients. Si nous n'avions pas suivi ce programme, je pense que nous aurions pu passer un an à peaufiner des détails comme la présentation des produits et l'identification des clients cibles », explique l'entrepreneure.

Pour le moment, M&H Fruit et légumes distribuent uniquement ses produits à Antananarivo. Elle ne dispose pas encore de showroom, mais les produits se vendent en ligne et dans une quinzaine de points de vente.

Malnutrition dans le Sud : Le Directeur Régional du PAM dans nos murs

L.R. | MA-LAZA | 20 AOUT 2021

Le Directeur Régional du Programme Alimentaire Mondial (PAM) Menghestab Haile et la Directrice des Urgences, Margot van der Velden sont dans nos murs. Ils se sont entretenus avec les membres de l'Equipe Pays des Nations Unies à Madagascar et prévoient de visiter le sud pour constater la gravité de l'insuffisance alimentaire qui y sévit. Le PAM se dit préoccupé de la situation qui prévaut dans le sud où plus d'un million quatre cent mille personnes peinent à trouver de la nourriture à cause de la sécheresse. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë risque de quadrupler par rapport à la dernière évaluation effectuée par le PAM en octobre 2020.

A court terme, le PAM fournira une assistance d'urgence par des distributions de riz, de haricot et d'huile fortifiée en vitamines, ainsi que des produits nutritionnels pour prévenir la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes et allaitantes et les enfants âgés de 6 à 23 mois. Un financement de 700 000 \$ de l'African Development



Bank Group permettra, par ailleurs, de soutenir les 80 000 personnes les plus sévèrement affectées.

Sur le long terme, le PAM envisage d'apporter une réponse intégrée s'attaquant à toutes les causes de

la malnutrition. Le traitement de la malnutrition doit aller de pair avec un plan de prévention et de réponse multisectoriel solide, en collaboration avec tous les partenaires et les autorités nationales.

Travaux publics – La réhabilitation des routes nationales en priorité

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS | 20 AOUT 2021

« Toutes les routes sont en état de délabrement », admet le nouveau ministre des Travaux publics, hier, lors de la passation de service, entre lui et son prédécesseur, Hajo Andrianainarivelo. Cet ancien gouverneur de la région d'Anôsy fera de sa priorité, la réhabilitation de ces routes en état piteux. « Les travaux de réhabilitation ont déjà commencé dans quelques zones. Nous allons mettre

en place des nouvelles stratégies, amplifier nos efforts et résoudre tous les problèmes qui empêchent le démarrage des travaux », annonce Jerry Hatrefindrazana, ministre des Travaux publics.

Il a cité, entre autres, la réhabilitation de la route nationale 2, celle de la route nationale 7. Sur la portion de la route nationale 2, reliant Toamasina et Brickaville, les travaux ont déjà

commencé. Le chef de l'État, Andry Rajoelina, effectue une descente dans la région Atsinanana, pour constater l'évolution des travaux sur la route nationale 2, et l'état de la route nationale 5, actuellement. « Les travaux de réhabilitation ne seront pas terminés en deux ans. Toutefois, des changements seront palpables », renchérit Jerry Hatrefindrazana.

Ville d'Antananarivo : le recensement des propriétés bâties, à mi-parcours

R.R. | LES NOUVELLES | 20 AOUT 2021

Lancée au mois de juillet, la deuxième phase du recensement des terrains et des propriétés bâties (Fanisana Trano 2021) à Antananarivo approche de la mi-parcours actuellement. A ce jour, 30.000 bâtis ont été recensés, 1.200 agents de terrain sont à pied d'œuvre et sillonnent les cinq arrondissements de la capitale.

Depuis le dernier recensement des propriétés bâties en 1997, la ville d'Antananarivo connaît une transformation sans précédent. Bon nombre de constructions ont connu des extensions et des milliers de nouvelles infrastructures ont été implantées dans les différents quartiers.

« Le "Fanisana Trano 2021" permettra d'identifier les réels besoins des habitants de la capitale dans chaque quartier. Pour le moment en effet,



la CUA n'a pas de donnée à jour sur les propriétés bâties dans la ville d'Antananarivo », a expliqué, hier, Guy Razafindralambo, directeur de cabinet de la CUA, durant un partage d'informations sur les points d'étapes actuels du recensement, à l'hôtel de ville Analakely.

Les résultats du recensement seront connus fin septembre. Pour rappel, ce programme s'inscrit dans le cadre de la réalisation du Projet de développement urbain intégré et de résilience du Grand Antananarivo (Produir).